

## Quelle(s) pauvreté(s) dans les territoires périurbains ?

*L'exemple de Loriol-sur-Drôme*



## Des Missions en synergie

### Observer, comprendre

- La MRIE construit une connaissance des situations d'exclusion ancrée dans le vécu des personnes confrontées à la précarité. À partir d'études, de données statistiques et d'analyses collectées et mises en débat avec ses partenaires, elle développe une approche transversale qui lui permet, notamment à travers son Dossier Annuel, d'identifier des phénomènes émergents et d'analyser l'impact des politiques publiques sur les populations.

> "Informer, ce n'est pas seulement apporter des éléments d'information, mais c'est doter celle-ci de repères, d'une structure et d'un sens." (charte de la MRIE)

### Mobiliser, analyser

- La MRIE anime une réflexion sur des sujets spécifiques, à partir de groupes de travail composés de tous les types d'acteurs engagés dans la lutte contre l'exclusion : personnes confrontées à la précarité, professionnels de terrain, partenaires sociaux et institutionnels, chercheurs. Les travaux issus du croisement de ces différents savoirs font l'objet de colloques et sont publiés dans des rapports thématiques.

## Un espace de réflexion partagée

Qu'il s'agisse de rencontres sur le terrain, de manifestations régionales ou de groupes de travail thématiques, les quatre fonctions de la MRIE convergent toutes vers un concept fédérateur, celui d'espace de réflexion partagée. Toutes les données recueillies sont utiles aux acteurs et aux décideurs pour connaître, comprendre et agir.

### Communiquer, interpeller

- La MRIE procède à une large diffusion, y compris dans l'opinion publique, des enseignements et des recommandations issus de ses travaux. Tout en restituant la diversité des points de vue, elle cherche à faire évoluer le regard porté par la société sur les réalités de l'exclusion et sur les personnes qui les vivent.

### Sensibiliser, accompagner

- La MRIE sensibilise les décideurs aux enjeux de la lutte contre l'exclusion en mettant en débat les préconisations issues de ses travaux. Elle contribue à dégager des repères pour l'action, en appui aux initiatives locales. Elle intervient ponctuellement pour accompagner des dynamiques territoriales de réflexion, d'évaluation et de formation.

#### OUTILS DE DIFFUSION

**La Lettre de la MRIE** bimestrielle, diffusée par courriel à un large réseau, informe de l'actualité de la MRIE et de celle de ses partenaires et présente la synthèse d'un rapport ou d'une réflexion en cours. Elle est conçue comme une invitation à consulter son site Internet.

Le site Internet [www.mrie.org](http://www.mrie.org) vise à faire connaître, outre les travaux de la MRIE, les actions et contributions de ses partenaires dans le but d'assurer le lien entre les différents acteurs de la lutte contre l'exclusion.

Des travaux produits à l'intérieur des groupes de travail de la MRIE sont téléchargeables en ligne.

La Mission produit et diffuse chaque année des ouvrages

#### LA MRIE, SOURCE D'INFORMATIONS RÉGULIÈRES ET ACTUALISÉES

**Un Dossier Annuel** présenté à l'échelon régional et local qui propose des regards sur l'évolution des situations de pauvreté/précarités en Rhône-Alpes à travers des statistiques, des paroles et expériences d'acteurs, dont les personnes en situation précaire.

**Des rapports thématiques** qui, à partir de groupes de travail, approfondissent un thème spécifique : « Territoires et emploi : quelles dynamiques locales pour le travail et l'emploi de tous », Gens du voyage : Passer du stationnement à l'habitat », « Réflexion croisée parents professionnels sur le décrochage scolaire »...

## QUELLE(S) PAUVRETÉ(S) DANS LES TERRITOIRES PÉRIURBAINS ?

### L'exemple de LORIOI-SUR-DRÔME

En écho aux réalités de diffusion de la pauvreté hors des villes-centres et à la demande de la Région Rhône-Alpes, la MRIE poursuit son travail d'exploration sur la nature de la pauvreté dans les espaces périurbains. La réflexion s'organise autour des questionnements suivants : **quels types de pauvretés existent et/ou se développent dans ces territoires ? Comment les acteurs du territoire y font face ? Quels atouts, handicaps pour ces espaces périurbains au regard de la pauvreté ?**

Le périurbain a été défini au sens de l'Insee. Cette dernière considère comme périurbaine toute commune dont plus de 40 % de la population part travailler dans un pôle urbain<sup>1</sup>. Environ la moitié des communes de Rhône-Alpes est concernée.

Trois explorations territoriales sur des communes périurbaines fortement concernées par la pauvreté ont été ou sont menées. Une première exploration territoriale a été réalisée en 2013 sur les communes **d'Ambérieu-en-Bugey et Saint-Rambert-en-Bugey**, deux communes voisines situées dans le département de l'Ain, aux franges de la couronne périurbaine de Lyon<sup>2</sup>. Une autre exploration a lieu sur la commune **d'Andrézieux-Bouthéon**, implantée dans la plaine du Forez à 15 kilomètres au nord de Saint-Étienne. L'article ci-après présente les conclusions propres à l'analyse d'un troisième territoire périurbain fortement impacté par la pauvreté : **Loriol-sur-Drôme**, situé dans la vallée du Rhône entre Valence et Montélimar. Pour des raisons de commodité, dans cet article, nous dénommerons cette commune Loriol.

Pour chacun des territoires, au-delà des données statistiques/géographiques qu'il a été possible de recueillir sur le territoire, l'exploration a été essentiellement construite à partir du **contenu de rencontres réalisées auprès d'acteurs locaux d'horizons divers** : élus, personnes concernées par la pauvreté, professionnels, bénévoles associatifs ou toute autre personne compétente sur le sujet. La liste des acteurs sollicités sur la commune de Loriol est présentée en dernière page ; nous remercions chacun d'entre eux pour leur collaboration.

Ces analyses propres aux territoires étudiés n'ont pas pour ambition d'explicitier la pauvreté dans l'ensemble des territoires périurbains mais, à travers des études de cas, elles permettent de mieux comprendre ces enjeux. Il ne s'agit en aucun cas d'un diagnostic de territoire mais plutôt d'une étude de terrain basée sur le ressenti des acteurs au sujet de la pauvreté. L'article ci-après propose une lecture synthétique et progressive des analyses réalisées.

<sup>1</sup> Cf. définition de l'Insee sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

<sup>2</sup> Article publié sur notre site internet : MRIE, 2014, « Quelle(s) pauvreté(s) dans les territoires périurbains ? Focale territoriale sur deux communes situées en espace « périurbain lointain » : Ambérieu-en-Bugey et Saint-Rambert-en-Bugey ».

### Pourquoi avoir choisi d'étudier la commune de Loriol ?

Les communes investies pour l'exploration territoriale de la pauvreté en territoire périurbain ont été choisies au regard de différents critères. Tout d'abord, ces communes sont implantées en zone périurbaine selon l'Insee, c'est-à-dire que ce sont soit des « couronnes d'un grand pôle urbain » soit des « communes multipolarisées des grandes aires urbaines » (1421 communes possibles). Ensuite, afin de pouvoir réaliser un travail qualitatif suffisamment étayé, seules les communes de plus de 5 000 habitants ont été prises en compte (38 communes possibles). Enfin, le critère de pauvreté a été analysé à partir d'un indicateur de revenu communal (la médiane du revenu fiscal des ménages par unité de consommation en 2010) : les communes retenues disposent d'une médiane de revenu inférieure à 18 500 € annuel, soit 100 € de moins qu'au niveau régional (19 communes possibles).

Sur les 19 communes retenues, trois communes ont ensuite été choisies dans trois départements distincts, à savoir : Ambérieu-en-Bugey pour l'Ain, Loriol-sur-Drôme pour la Drôme et Andrézieux-Bouthéon pour la Loire.

Nous renvoyons également à la lecture d'un travail de typologie régionale réalisée sur l'ensemble des communes au regard de la pauvreté. Cet article analyse la nature de la pauvreté selon le type de territoire. Il s'intéresse plus particulièrement aux spécificités des territoires périurbains. Selon cette typologie, la commune de Loriol appartient à la classe intitulée « Ville moyenne avec habitat social ». Vous trouverez davantage de précisions sur cette typologie dans un article annexé à notre dossier « pauvretés, précarités, exclusions » 2014<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Article publié en octobre 2014 et disponible sur notre site internet : MRIE, 2014, « pauvretés, précarités, exclusions ». Voir pages 285 à 295.

## 1. PRÉSENTATION DU TERRITOIRE

### Une commune au cœur de la Vallée du Rhône

Située à près de 130 km de Lyon, à deux heures du littoral méditerranéen, Loriol est une ville du sud de la France. Elle est implantée dans le département de la Drôme en région Rhône-Alpes, au cœur de la vallée du Rhône à environ 25 km de Valence et Montélimar. Cette commune occupe une place charnière entre le nord et le sud du département. En effet, au débouché de l'arrière-pays Drômois, ouvrant sur l'Ardèche et les Alpes de Haute-Provence, Loriol propose aussi une entrée sur la vallée du Rhône.

Plus localement, les communes et villages les plus proches de Loriol sont Livron-sur-Drôme à moins de 3 km, Cliousclat, Saulce-sur-Rhône et Mirmande. Administrativement, Loriol appartient à l'arrondissement de Valence et au canton de Loriol ; elle est affiliée à la Communauté de communes du Val de Drôme (CCVD). Les habitants de Loriol se nomment les Loriolais et les Loriolaises.

#### Loriol en quelques chiffres

5 877 habitants - 2011  
120 m d'altitude moyenne  
28,7 km<sup>2</sup> de superficie  
Soit 205 habitants au km<sup>2</sup>  
25 % de moins de 20 ans  
17,5 % de 65 ans et plus

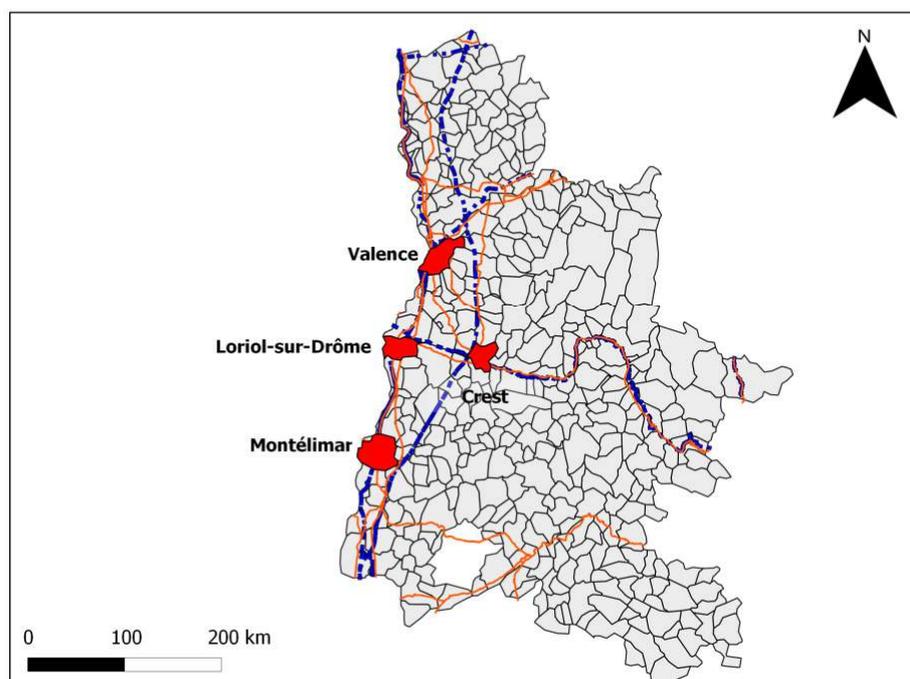
2 671 logements - 2011  
91 % des logements sont des résidences principales

2 553 emplois - 2011

54 % de ménages non imposables - 2010  
1 372 €/mois de revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation

Source : Insee, chiffres clés

### Localisation géographique de Loriol-sur-Drôme



#### Légende

Principaux axes routiers (A7 ; N7)

Voies ferrées

Source : données IGN  
Conception: Firas Tannous, MRIE,  
septembre 2014



Mur publicitaire peint à Loriol -  
Photo prise le 23 juin 2014

Implantée au cœur de la « biovallée », la commune est aujourd'hui connue pour ses vergers, et plus historiquement, pour la filature et le nougat. La fabrication du nougat sous la marque « Canard sauvage », lancée par Monsieur Albert Serre en 1918, fut pendant 60 ans la principale industrie de Loriol. Un panneau publicitaire peint en centre ville et classé le rappelle.

### Une commune qui fonctionne en binôme avec Livron

Il a plusieurs fois été question de Livron dans nos échanges avec les acteurs de Loriol. Ces deux communes connaissent une situation socio-économique plutôt défavorable. Même si la situation globale des habitants semble meilleure à Livron, la moitié des ménages disposent, en 2010, de revenus fiscaux inférieurs à 1 454 € par mois et par unité de consommation, soit 82 € de plus qu'à Loriol mais 15 € de moins qu'au niveau départemental et 170 € de moins qu'au niveau régional<sup>4</sup>.

Au-delà de leurs similitudes, les deux communes semblent fonctionner ensemble sous différents aspects. À moins de 3 km l'une de l'autre, il apparaît toutefois que les villes de Loriol et de Livron n'ont pas toujours fonctionné en binôme. En effet, c'est depuis la création de la Communauté de Communes du Val de Drôme (CCVD) que les deux communes partagent la même volonté de développement. Aujourd'hui, il y a une vraie proximité entre ces deux villes. Loriol et Livron sont souvent pensées ensemble. Les deux villes sont reliées par le bus. Elles se partagent différents équipements (sportifs, culturels, de santé), une grande surface (Intermarché) située juste entre ces deux communes, certaines associations (comme c'est le cas des Restos du Cœur) et même un service d'urbanisme commun depuis peu. En revanche en ce qui concerne les structures d'accueil ou d'aides, elles sont généralement basées à Livron, ce qui contraint les habitants de Loriol à un déplacement.

### Loriol : une commune historiquement « de passage » et marquée par l'arboriculture



L'histoire de Loriol fait état d'une commune ancienne, existante déjà sous l'occupation romaine. Nous retiendrons trois particularités qui traversent l'histoire et restent encore bien ancrées sur la commune : le fait d'être un lieu de passage, l'arboriculture et les traditions paysannes.

Loriol a toujours bénéficié d'une **renommée de passage**. A l'époque des romains, Loriol alors dénommée « Aureol » était implantée sur la « via domitia », grande voie qui liait l'Italie à la péninsule ibérique en traversant la Gaule narbonnaise. Une vingtaine de siècles plus tard, Loriol a été marquée par le passage de la nationale 7, fortement fréquentée en période estivale. Ainsi, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Mairie évoque le développement d'auberges sur la « route du midi » reliant Marseille à Lyon. Le guide de l'office du tourisme fait état d'une « *circulation [qui] reste difficile dans l'agglomération avec des bouchons de véhicules jusqu'à la construction de l'autoroute du soleil et de la déviation* »<sup>5</sup>. Depuis l'ouverture de l'A7 dans les années 1970, Loriol est davantage connue par sa sortie d'autoroute. La commune a fortement gagné en tranquillité mais beaucoup perdu en développement commercial. À noter qu'en amont de la construction de l'autoroute, des habitants ont évoqué l'implantation, là aussi temporaire mais importante, des ouvriers du canal du Rhône sur Loriol, dans le quartier dit des « négociales ». Cela fait environ 50 ans que ce quartier n'existe plus ; à la place, se trouve un local de stockage d'une chaîne de grande surface.

La forte implantation de **l'arboriculture** très visible et largement évoquée par les acteurs interrogés sur le territoire est, également, une caractéristique historique de la commune. Déjà à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, l'histoire de Loriol atteste d'une certaine prospérité du pays en lien avec la culture des arbres fruitiers, en plus du développement d'une usine de tissage et de drap. Même si l'arboriculture semble perdre un peu de terrain depuis quelques années, en 2009, la commune abrite encore plus de 200 agriculteurs exploitants<sup>6</sup>, auxquels il faudrait ajouter les employés et saisonniers ponctuellement embauchés pour le ramassage des fruits.

<sup>4</sup> Insee, DGFIP.

<sup>5</sup> Office du tourisme de Loriol, « Loriol, Val-de-Drôme », 2003.

<sup>6</sup> Chiffres clé mis à jour en 2012, Loriol, Insee.

Sur le plan des **traditions**, les habitants et acteurs interrogés ont évoqué la fête des Bouviers comme particulièrement emblématique de leur territoire. Cette fête organisée à la fin de l'hiver correspondait à « *la fête des ouvriers des fermes, pas celle des patrons. Cette fête honore une fois par an les gens qui travaillaient avec les bœufs* », précise une habitante de la commune. Elle est aujourd'hui attendue comme un temps de rencontres et d'échanges important sur la commune (cf. encadré ci-après). Une autre fête traditionnelle perdue sur Loriol : il s'agit du Carmentran, qui marque l'entrée du Carême. Pour cette occasion, un géant de papier est brûlé sur la place.

### La fête des Bouviers : plus qu'une tradition, une animation conviviale



Fête des Bouviers à Loriol-sur-Drôme, 2012  
Source : [www.ledauphine.com](http://www.ledauphine.com)

Depuis 1922 et à l'initiative de Monsieur Buffardel, la fête des Bouviers est aujourd'hui bien plus qu'une tradition pour les Loriolais. En effet, c'est l'occasion pour ces derniers de se retrouver autour d'une animation conviviale et haute en couleurs, pour faire la fête et tisser des liens.

Pour l'occasion, des chars sont fabriqués par quartier ou par association. En règle générale, les travaux débutent en décembre, pour s'achever au mois de mars. Aucun thème n'est imposé pour les festivités. Ainsi, chacun peut laisser libre cours à son imagination. Chaque année, près de 25 chars sont construits par les Loriolais. Les chars créés sont de plus en plus recherchés, esthétiquement et techniquement.

La fête des Bouviers se déroule 3 semaines avant Pâques. Les festivités durent une semaine. La veille, un repas est organisé pour tous ceux qui ont participé à la construction des chars mais aussi tous ceux qui participent à la réussite de la fête. Ensuite, les chars défilent dans toute la ville au son des sambas et autres musiques endiablées. Une semaine plus tard, à l'occasion de la clôture de la fête, ces mêmes chars défilent de nuit, ce qui permet de découvrir des machines d'éclairage somptueuses.

*Extraits site de la Mairie de Loriol et Fascicule de l'Office du tourisme de Loriol, « Loriol, val de Drôme », 2003.*

### Un possible regain démographique

Loriol a connu une évolution timide de sa population depuis 2000. Entre 1999 et 2009, la population croît de seulement 3 %<sup>7</sup>, contre 9,4 % sur Rhône-Alpes. La commune a toutefois connu une **évolution démographique importante de 1970 à 1990** avec près de 70 % de taux de croissance sur 20 ans<sup>8</sup>. Sur son site internet la Mairie précise « *depuis 1970, on relève une croissance précipitée de l'agglomération de Loriol, sous les pressions socio-économiques du moment. L'étendue de la partie urbanisée de la commune s'est multipliée par huit en 16 ans. Les opérations successives de lotissements, de groupes d'habitations ou d'immeubles se sont réalisées dans la plaine, à la périphérie du bourg initial, sans lien organique entre elles et encore moins avec le centre ancien* ». Ces arrivées importantes de populations, pour beaucoup de l'étranger (notamment pays du Maghreb), semblent encore bien marquer les esprits des acteurs interrogés. Monsieur Traya, résident du quartier de la Maladière et responsable de l'association Nouvelle génération est arrivé sur Loriol en 1969. Il explique qu'à l'époque, « *il n'y avait pas d'Arabe, il n'y avait qu'un seul ressortissant Algérien* ». À partir de 1970, d'importantes vagues d'immigration se sont succédées.

<sup>7</sup> Source : Insee.

<sup>8</sup> Source : Ldh/EHESS/Cassini et Insee.

Très récemment, Loriol semble à nouveau attirer des populations sur son territoire. **Entre 2009 et 2011, la commune a vu sa population augmenter de 2 % sur 2 ans** (contre 3 % sur les 10 ans précédents). Ce gain démographique est présent dans le discours des acteurs rencontrés.

**Lieu de résidence de 2010 pour les 5 812 Loriolais en 2011**

	%
Même logement	88,5 %
Un autre logement sur Loriol	4,1 %
Une autre commune de la Drôme	3,5 %
Un autre département en Rhône-Alpes	1,8 %
Une autre région en France (métropolitaine ou Dom)	1,9 %
Hors de France	0,2 %
<b>Loriolais en 2011</b>	<b>100 %</b>

Source : Insee, RP 2011

D'où viennent ces « nouveaux arrivants » ? Globalement sur la Drôme, l'Adil et la Fondation Abbé Pierre précisent que la mobilité résidentielle s'explique très peu par des retours au pays natal<sup>9</sup>. Sur Loriol, deux réponses sont régulièrement apportées par les acteurs interrogés. Premièrement, les nouveaux arrivants semblent venir de **territoires proches, en Drôme ou Ardèche**. L'aspect périurbain de la commune est alors évoqué : « *Loriol, c'est une banlieue de Valence ou Montélimar* » précisent les professionnelles du CCAS. Les statistiques sur les nouveaux arrivants de 2011 objectivent tout à fait ce premier constat (cf. tableau ci-dessus). Deuxièmement, fait peu avéré en 2011, les nouveaux habitants semblent provenir de **pays étrangers**, en particulier du Maghreb et de l'Espagne (souvent des personnes d'origine maghrébine également). L'analyse des besoins sociaux de la Communauté de communes du Val de Drôme confirme que Loriol est la commune qui héberge la plus grande part d'immigrés en 2010 (plus de 8 %)<sup>10</sup>. Les situations de pauvreté sont davantage présentes sur cette deuxième catégorie d'arrivants ; nous y reviendrons par la suite quand il sera question de la paupérisation du territoire. Enfin, les installations saisonnières sont également à prendre en compte même si elles ne sont pas durables et donc non comptabilisées dans la population communale ; sujet qui sera également développé par la suite.

**Une commune attrayante par son parc locatif peu cher, son vivier d'emplois et son cadre naturel**

Quels atouts pour cette commune ? Les attraits de Loriol mis en évidence par les acteurs et habitants rencontrés sont un peu les mêmes que ceux avancés sur Ambérieu-en-Bugey et Saint-Rambert-en-Bugey<sup>11</sup>, à savoir : la faiblesse du coût du logement, l'attractivité économique et le cadre naturel spécifique des communes périurbaines.

« *Il y a une gare et c'est relativement plaisant. Les gens n'hésitent pas trop à venir habiter ici* ».

Professionnelles du CCAS de Loriol

La **faiblesse du coût du logement** explique effectivement un certain attrait pour la commune. Le quartier de la Maladière est investi par de nombreux arrivants. Il connaît un important turn-over de sa population. En plus de la faiblesse des loyers, les logements sont loués toutes charges comprises, argument séduisant pour les habitants aux faibles revenus. Quant aux logements du parc privé, ils proposent également des loyers bas, en particulier en centre ville.

<sup>9</sup> Fondation Abbé Pierre et Adil 26, 2013, « Figures du mal logement péri-urbain et rural dans la Drôme ».

<sup>10</sup> Vizget études pour la CCVD, 2014, « Analyse des besoins sociaux – Communauté de communes du Val de Drôme ».

<sup>11</sup> MRIE, « Quelle(s) pauvreté(s) dans les territoires périurbains ? Focale territoriale sur deux communes situées en espace « périurbain lointain » : Ambérieu-en-Bugey et Saint-Rambert-en-Bugey », 2014.

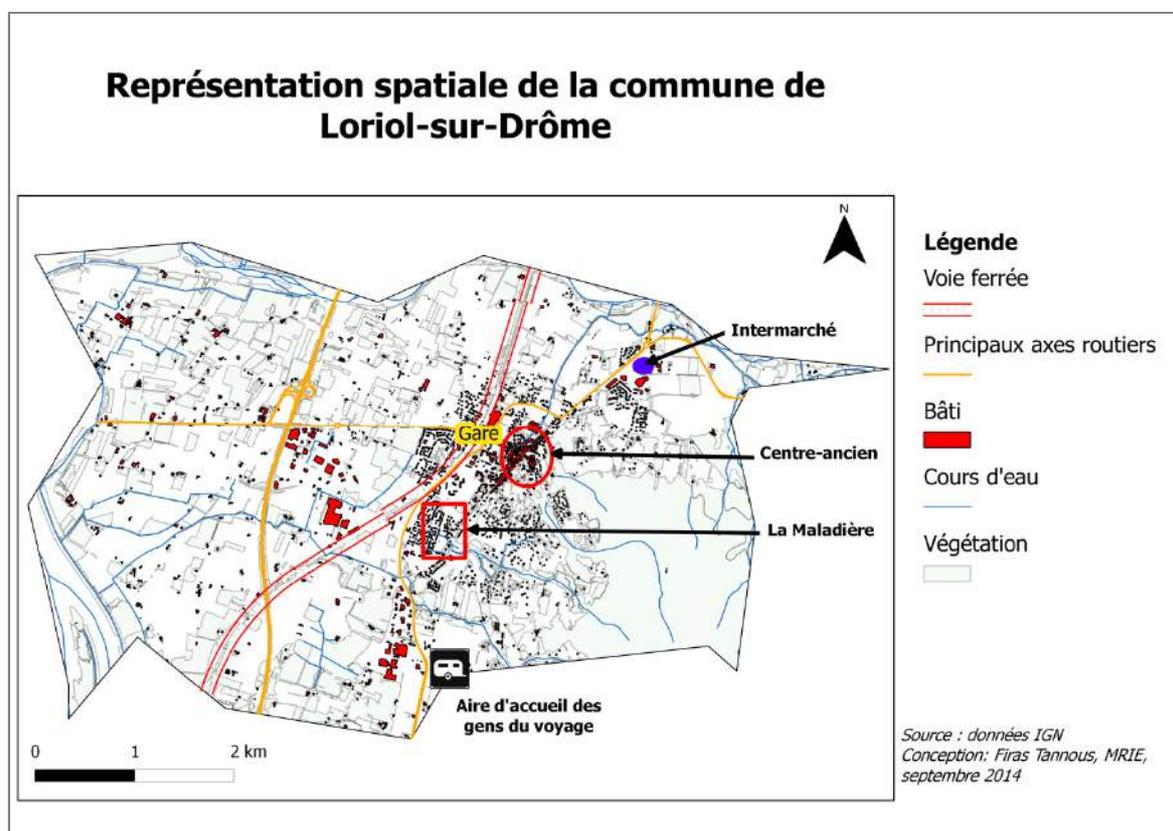
Le **vivier d'emploi** présent sur ou autour de la commune semble également expliquer certaines arrivées sur Loriol, comme le confirment les entretiens réalisés avec des habitants au centre-médico-social ou au CCAS (cf. encadré p. 16). La ville est d'abord connue pour ses propositions d'emplois saisonniers dans l'arboriculture mais ce n'est pas tout. Anne Courtier de la Mission Locale confie « *l'agriculture, les organismes de service à la personne et la plasturgie, au niveau industrie, sont les trois secteurs pourvoyeurs d'emplois* ». La proximité avec la centrale nucléaire de Cruas-Meysses explique une partie des arrivées. Question entreprise, Monsieur Manceaux, bénévole aux Restos du Coeur et ancien co-fondateur d'une entreprise de plasturgie locale, identifie trois entreprises emblématiques de Loriol : Corima (matériel de vélo de course), Lafarge (matériaux de construction) et Siplast (étanchéité des toitures). Ainsi, l'emploi constitue un atout non négligeable du territoire.

Enfin, en ce qui concerne le **cadre naturel**, les habitants interrogés au centre-médico-social et au CCAS évoquent une ville « *agréable* » où « *il fait bon vivre* » en particulier parce qu'elle est « *loin des problèmes des grandes villes* ». Les professionnels ont, quant à eux, insisté sur **l'intérêt du positionnement géographique** de la commune : entre Valence et Montélimar, ouverte sur la Vallée du Rhône avec l'autoroute et les lignes de chemin de fer. Seul bémol évoqué de façon récurrente : l'insuffisance d'équipements pour les jeunes et les enfants sur la commune. Plusieurs professionnels interrogés ont, par ailleurs, déploré la faiblesse des activités culturelles mobilisables sur le territoire.

En écho aux atouts de la commune, depuis quelques années, les acteurs rencontrés constatent que Loriol est devenue, en partie, une « cité-dortoir » de Valence et Montélimar. D'après, Monsieur Moulin, épicier du centre-ville et figure incontournable de Loriol, il existe désormais deux types de populations à Loriol : « *ceux qui habitent ici mais travaillent plus loin : ceux-là on ne les voit pas ; et ceux qui vivent à Loriol et travaillent à proximité : là, tout le monde se connaît* ».

### Une pauvreté implantée dans des quartiers localisés de la commune

Il existe des poches de pauvreté très localisées sur la commune de Loriol. Sur ce point, les propos des acteurs rencontrés se recourent. En plus du quartier prioritaire de la Maladière, le centre-ville est particulièrement exposé à la pauvreté. La commune héberge par ailleurs, une aire d'accueil des gens du voyage.



### Un quartier labellisé social : la Maladière

Sans pour autant constituer une Zone urbaine sensible, le quartier de la Maladière est considéré depuis 2006 comme un quartier prioritaire et s'inscrit donc dans les Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS), revisités récemment. Ce contrat d'une durée de trois ans, reconductible, repose sur une démarche partenariale entre l'État, la Commune, la Région et l'ensemble des acteurs intéressés par la politique de la ville. Il a pour objectif la mise en œuvre de décisions politiques en faveur des habitants des quartiers fragiles ou sensibles.

Et pour cause, ce quartier héberge une part importante de personnes en situation de précarité de la commune : « *dans le quartier de la Maladière, la précarité est très présente. En effet, il y a beaucoup d'habitants qui n'ont aucun revenu, on y retrouve parfois des jeunes en errance qui ne savent pas où passer la nuit* » commente Élodie Boyer, éducatrice de prévention à Lorient. Il y a quelques années, les jeunes qui fréquentaient la Mission Locale évoquaient une discrimination à l'emploi s'ils résidaient à la Maladière. Il semble que ce soit moins le cas à présent.

La Maladière est donc, semble-t-il, devenue un quartier transitoire. Les personnes y viennent en attendant de trouver mieux. Les acteurs interrogés parlent d'un turn-over très important dans ce quartier (certains y ont même habité). Ce ressenti est confirmé par des données recueillies : fin 2009, la part des ménages installés depuis moins de 5 ans était de 65 %<sup>12</sup>.

Question ambiance, les avis sont contrastés. Pour autant, les acteurs et habitants interrogés ont plutôt fait part d'une certaine tranquillité et d'importantes solidarités de voisinage. Globalement, la Maladière apparaît assez « paisible ». Il reste toutefois que le quartier semble replié sur lui-même ; les acteurs institutionnels et associatifs n'y sont pas présents. Nous reviendrons par la suite sur ces enjeux, ainsi que sur les importantes restructurations à venir.

#### La Maladière en quelques chiffres

**442** habitants fin 2009

La moitié des habitants dispose de moins de **624 €** de revenu mensuel par unité de consommation en 2009, et un quart de moins de **354 €**

**36 %** des habitants à bas revenus en 2009

**39 %** de ménages concernés par une allocation chômage en 2009

**87 %** d'ouvriers ou employés dans la population active occupée début 2007

*Source : données Insee issues du site sig.ville.gouv.fr*



Quartier de la Maladière à Lorient -  
Photo prise le 23 juin 2014

<sup>12</sup> Source : chiffres clés Insee, 2009.

### Un centre ville de plus en plus précaire en raison d'un habitat vétuste

En raison notamment du contournement autoroutier, les commerces du centre-bourg ont peu à peu fermé leurs portes, les belles bâtisses de l'époque abritent maintenant des logements vétustes et dénués de confort. Le site de la Mairie confirme : « *malgré un passé riche, un centre ancien dont la forme urbaine a été bien conservée d'une manière paradoxale par l'extension du domaine urbanisé et un patrimoine bâti relativement homogène, le bourg perd de son attirance et de son identité* ». Outre le quartier de la Maladière, le centre-ancien abrite donc beaucoup de personnes en situation de précarité. D'après Monsieur Moulin, épicier du centre-ville, la situation s'y est fortement dégradée. En effet, pendant longtemps, la Maladière s'est vidée et beaucoup de familles sont allées s'installer en centre-ville. À présent, tout type de public y vit : des familles monoparentales ou non, des personnes seules, des personnes âgées, des jeunes. Les jeunes ont intégré les petits appartements du centre ville ; ils vivent rarement seuls à la Maladière. Bien que plus chers qu'à la Maladière, les loyers du centre-ville sont très abordables. Après déduction des aides de la Caf, les locataires ont des restes à charge très faibles. Mais, bien souvent, les appartements sont « *vétustes, insalubres et "précaires énergétiquement"* ». S'ils ne sont pas déjà en situation de précarité, ces locataires se retrouvent vite en difficulté de paiement (cf. p 15). Aussi, il y a beaucoup de turn-over dans ce quartier.



Grande Rue - Centre ancien de Loriol  
Photo prise le 08 juillet 2014

« *Les familles que l'on peut qualifier de pauvres habitent là, centre-ville ou Maladière, mais quasiment pas dans les autres quartiers* ». Ces propos tenus par un travailleur social illustrent bien le fait que la pauvreté sur Loriol est très localisée. Le troisième lieu d'implantation des ménages pauvres identifié sur Loriol est l'aire d'accueil des gens du voyage. Cette dernière se situe juste à côté de la déchetterie, à 3 km du centre-ville, soit à 30 minutes à pied. La commune accueille depuis longtemps des gens du voyage, certains se sont d'ailleurs sédentarisés sur la commune dans un quartier, d'autres se déplacent régulièrement entre Livron et Loriol. Certains acteurs, dont l'assistante sociale du collège, ont fait part de difficultés financières pour cette population.

## 2. LA PAUVRETÉ À LORIOLE

### La pauvreté Loriolaise : un visage « presque » urbain, une pauvreté dissimulée

Premier fait marquant rapporté par les acteurs interrogés : **le « visage » de la pauvreté n'est pas du tout le même à Loriol et « au fond de la vallée »**. Sur Crest (ou Die), il est souvent question de « *pauvreté choisie* », ou pour reprendre les termes de l'Observatoire Social de Lyon de « *précarité assumée* ». Dans leur rapport sur l'analyse des causes structurelles de la précarité réalisé dans la Drôme, les auteurs exposent, en référence notamment aux territoires de Crest et Die : « *la Drôme serait avec (voire après) l'Ardèche, une terre d'accueil de personnes ayant fait un choix de vie consistant à renoncer à un certain confort (ou bien à stabiliser leur situation dans un état de confort très bas) au profit d'une qualité de vie dont les fondements seraient (pas nécessairement cumulés) : un rapport plus important à la terre (en particulier, la volonté de vivre de sa production agricole) - aux travaux agricoles - manuels - la recherche d'un cadre de vie bénéficiant d'un ensoleillement important (héliotropisme)* »<sup>13</sup>. La pauvreté semble également plus ancrée sur ces communes.

Des acteurs rencontrés confirment une surexposition à la pauvreté pour Crest. Le niveau de vie médian mensuel de 2010 est 56 € supérieur à Loriol<sup>14</sup>. Aussi, le contraste entre Loriol et Crest a été

<sup>13</sup> Observatoire Social de Lyon, « Analyse des causes structurelles de la précarité », septembre 2010, mission réalisée auprès de la Direction de la Cohésion Sociale de la Drôme.

<sup>14</sup> Insee, médiane revenu fiscal mensuel des ménages par unité de consommation, année 2010.

plusieurs fois pointé. Et pourtant, si Loriol semble moins impactée que Crest par la pauvreté, rappelons que, parmi les communes périurbaines, les indicateurs de pauvreté sont fortement marqués sur Loriol. Un acteur institutionnel conclut : « *c'est une ville moyenne qui a plus d'enjeux qu'il n'y paraît. C'est beaucoup plus étendu en termes de poches de pauvreté* ».

Deuxième fait marquant : **la nature « urbaine » de la pauvreté loriolaise.**

L'organisation spatiale des quartiers précarisés (cf. partie précédente) de Loriol est assez comparable à celle des territoires urbains. L'implantation forte de logements sociaux sur la commune, concentrés sur la Maladière, confirme ce constat. Comparativement à la Drôme, la part des résidences principales de type HLM est supérieure sur Loriol : 12,6 % des résidences principales sont en HLM, contre 10,2 % sur le département<sup>15</sup>. Et, les problématiques rencontrées par les personnes en situation de pauvreté sur Loriol sont assez semblables à celles des grands centres urbains, en particulier du point de vue du contexte familial, de l'habitat social et des difficultés d'emploi. La présence même d'un quartier prioritaire sur la commune est révélatrice. Les typologies de personnes énoncées comme touchées par la pauvreté sont typiques des territoires urbains : « *personnes seules* », « *familles* », « *retraités* », « *jeunes* », « *travailleurs pauvres* », etc. Régis Manceaux, responsable local des Restos du Cœur nous a rapporté la présence de deux SDF sur la commune : « *ils font les allers retours entre Livron et Loriol. L'un d'eux squatte dans les champs alentours dans une petite maison en pierre qui a brûlé l'année dernière* ».

Aussi, Loriol semble de plus en plus fonctionner comme une grande ville dans les relations sociales qui s'y opèrent, comme nous le confie Brigitte Dubeau, chargée de la logistique et de la distribution de l'épicerie sociale de Loriol : « *on est 5 800 habitants, c'est un tout petit village, mais maintenant, les gens ne se connaissent plus [...] moi qui suis native de Loriol, il y a plein de gens que je ne connais plus. Je connais les vieilles familles de Loriol, mais pas les nouveaux arrivants* ».

Et pourtant, certaines spécificités relevées à Loriol la rapprochent de logiques dites plus rurales. Citons, en particulier, la tranquillité qu'il y règne. Il n'a jamais été question de délinquance sur Loriol dans nos échanges, ni même d'insécurité. Les habitants interrogés insistent sur cette sérénité qu'ils éprouvent (cf. encadré p. 16). Élodie Boyer conclut : « *on ne laisserait certainement pas quelqu'un dans la rue à Loriol* ».

Dernier fait marquant : **la pauvreté semble "s'invisibiliser" sur le territoire.**

Élodie Boyer, éducatrice de prévention sur Loriol constate : « *la précarité, on ne la voit pas forcément, mais on sait qu'elle est là [...] les gens se cachent* ». Il en est de même de la précarité résultant de l'hébergement ponctuel des saisonniers sur le territoire. Les acteurs interrogés en ont très peu fait état. Les situations précaires des saisonniers ne sont réellement appréhendées que lorsqu'elles débordent sur l'espace public et cela semble rarement être le cas. Seul l'exemple, rarissime, de camionnettes garées sur des espaces non habilités a été énoncé. Les professionnels du centre-médico-social confirment : « *ces personnes ne demandent pas d'aide, elles se débrouillent* ».

« *La vision que j'en ai, c'est que les caractéristiques des personnes qui sont sur Loriol sont très proches de celles des personnes qui sont en insertion dans les agglomérations* »

Amandine Villard,  
Département de la Drôme.

« *La majorité des ouvriers et des employés ainsi que des ménages modestes vivent dans les territoires périurbains, industriels et ruraux. Cette France périphérique se différencie de celle des grandes villes par son invisibilité* »

Fondation Abbé Pierre et Adil 26, 2013,  
« *Figures du mal logement péri-urbain et rural dans la Drôme* »

Somme toute, si la pauvreté Loriolaise se rapproche, dans ses caractéristiques à celle des grandes villes, elle garde certaines spécificités du monde rural.

<sup>15</sup> Insee, chiffres clés de 2012 basés sur l'année 2009 pour la Drôme et l'année 2011 pour Loriol.

### Une situation qui se détériore, des sollicitations en urgence

La géographie prioritaire récemment redéfinie l'a confirmé : **la situation sur Loriol se détériore** et la pauvreté ne se limite plus au seul quartier de la Maladière, comme nous avons pu le voir précédemment. Les propos des acteurs interrogés convergent sur le sujet, à l'exception du CCAS qui relativise cette paupérisation. En effet, Cécile Bourdel, responsable du CCAS évoque un bilan mitigé avec une clientèle de l'épicerie sociale et des aides financières accordées en baisse en 2013 par rapport à 2012. Cependant, elle constate également que les décisions prises par rapport aux demandes d'aide sont potentiellement plus sévères en 2013, et la situation de l'année 2012 particulièrement marquée. De leur côté, les Restos du Cœur sont plus pessimistes avec une augmentation de plus de 20 % chaque année depuis 4 ans. Ce contraste s'explique peut-être par le choix, de certains bénéficiaires, de se tourner davantage vers les aides associatives ; comme cela est observé sur d'autres territoires. Côté Département de la Drôme, le nombre de ménages Loriolais qui ont un droit ouvert au RSA est passé de 165 à mai 2012 à 198 à mai 2014, soit une augmentation de 20 % sur deux ans.

« La vie est de plus en plus difficile et les gens ont tendance à se replier sur eux-mêmes »

Brigitte Duveau,  
CCAS de Loriol

Les acteurs ressentent cette paupérisation locale et l'expriment de différentes façons. Brigitte Duveau du CCAS évoque « *un pouvoir d'achat vraiment bas* ». Emilie Billard de la Communauté de communes du Val de Drôme (CCVD) parle d'un « *territoire certainement en train de se paupériser* ». Au collègue, Renée Marlhens l'assistante sociale, constate que les sollicitations de début d'année sont plus fréquentes aujourd'hui : « *certaines n'ont pas la chance de pouvoir trouver une activité rémunérée et sont donc obligés de faire appel à une aide dès la rentrée de septembre, afin de subvenir aux besoins essentiels de leurs enfants* ». Selon elle, est en cause la diminution des emplois saisonniers accessibles aux locaux : « *on assiste à une cohue générale dès qu'il s'agit de s'inscrire pour travailler durant la période estivale* ». Quant à l'épicier de Loriol, le seul implanté en centre ville, il voit Loriol se dégrader depuis un peu plus de 10 ans, avec une accentuation récemment : « *les riches continuent de s'enrichir et les pauvres sont toujours de plus en plus pauvres, et ça, c'est valable pour Loriol* » s'indigne-t-il. La clientèle de son magasin est très pauvre. Il a d'ailleurs mis en place une ardoise avec ses clients les plus fidèles, « *pas sur l'alcool, seulement sur les produits de première nécessité* ». Aujourd'hui, il est obligé de faire de plus en plus d'ardoises. Il arrive que certains clients ne paient jamais. Il précise également qu'il vend aujourd'hui beaucoup moins de primeurs dans l'épicerie, le plus gros du chiffre d'affaire étant lié à l'alcool. Il a d'ailleurs rangé les bouteilles juste derrière le comptoir et s'inquiète de voir les pratiques d'alcoolisation se développer sur la commune.



Avenue de la République à Loriol – Épicerie de M. Moulin  
Photo prise le 8 juillet 2014

Ce phénomène de **paupérisation semble avoir touché plus fortement certains publics**. Dans ses statistiques, Régis Manceau, responsable local des Restos du Cœur, observe une augmentation du nombre de jeunes femmes seules et de retraités parmi les bénéficiaires de l'association. La précarisation des personnes seules et retraitées est également révélée par d'autres acteurs dont les professionnels du CCAS. En écho aux réalités urbaines, les professionnels du centre-médico-social évoquent également le développement des sollicitations de travailleurs pauvres, pour lesquels des réponses ne sont pas toujours possibles. De plus en plus de travailleurs pauvres poussent les portes du centre-médico-social : « *car elles n'arrivent plus à payer leurs charges. Cependant, elles ne peuvent bénéficier d'aucune aide car elles sont au-dessus des plafonds. À titre exceptionnel, on peut demander à ce que certaines demandes soient vues en commission* ».

La dégradation sociale pèse sur les situations également parce qu'elle s'opère **dans la durée**. « *Il n'y a pas de choses plus graves qu'avant, mais c'est ce qui est grave justement, c'est que cela s'inscrit*

*« dans la continuité, on a vraiment l'impression que rien ne change »* confie Yvette Dille, élue en charge de l'action sociale à Loriol et vice-présidente du CCAS. Fait marquant en lien avec la paupérisation du territoire : en écho possible à des logiques plus urbaines, **le comportement des personnes a évolué et ne facilite pas les choses**. Cécile Bourdel du CCAS remarque que les usagers du CCAS ont changé de priorité : *« la différence notable est qu'avant, les gens se faisaient une obligation de payer leur loyer et factures. C'était une question d'honneur, ils ne voulaient pas avoir de dettes. Ces personnes avaient, bien souvent, des problèmes pour se nourrir après avoir payé les factures. Aujourd'hui, celles-ci sont payées en dernier. Il y a donc eu un changement de priorité »*. D'où des situations de surendettement ou d'impayés récurrentes. Et, effectivement, les trois quarts des personnes accueillies au centre-médico-social sollicitent la structure à la suite de factures de fluides, les coupures d'eau ou d'électricité étant fréquentes.

*« Les gens autrefois, ils arrivaient à mieux anticiper, à prévoir leurs prochaines factures. Aujourd'hui, les dettes s'accumulent, les personnes sont acculées et ne savent plus comment faire [...] ça se passe très vite après, s'il n'y a pas de ressource, c'est vite la descente aux enfers »*

Professionnelles du CMS de Loriol

Les acteurs interrogés insistent, enfin, sur le caractère **urgent** des sollicitations réalisées. Les situations sont de plus en plus « *limites* ». Parfois ces personnes viennent quand elles n'ont plus rien à manger, les demandes d'aides financières sont de plus en plus « *pressantes* », révèlent les professionnelles du centre-médico-social (CMS). Pourquoi ? *« Ceux qui viennent dans des situations d'urgence, quand on leur demande pourquoi ils ne sont pas venus plus tôt, ils ne savent pas bien, il y a un peu de passivité, un peu de gêne aussi parfois, mais c'est surtout qu'au bout d'un moment, quand on est trop acculé, on ne réagit plus. Et ça, c'est un mécanisme qu'il faut vraiment entendre »* précise le CMS. L'urgence des situations accueillies dans les institutions et associations caritatives est observée sur l'ensemble de la région<sup>16</sup>.

### Les effets conjugués d'une détérioration économique nationale et/ou locale et d'un possible territoire d'accueil de populations pauvres

Pourquoi la commune Loriol se paupérise-t-elle ? Plusieurs éléments peuvent être avancés. Les premiers concernent la **dégradation globale de la situation à Loriol comme sur le reste de la région** (et de la France). À ce sujet, nous renvoyons à la partie 1 de notre dossier « *pauvretés, précarités, exclusions* » 2014. Les acteurs interrogés sur Loriol ont repris certains éléments : *« le coût de la vie est plus élevé et les salaires n'ont pas augmenté en conséquence de tout ça, au contraire. Du coup, aujourd'hui, il n'y a plus d'épargne »* évoque Christine Tracol du CCAS ; *« aujourd'hui tout est plus cher tandis que les salaires ont globalement diminué [...] les parents doivent faire face à de nombreuses dépenses qui n'existaient pas autrefois (internet, téléphone, etc.), ce qui a pour conséquence de déséquilibrer le budget »* précise le gérant de l'épicerie Moulin. Cécile Bourdel du CCAS insiste, quant à elle, sur les lourdeurs administratives qui s'accroissent. Elle prétend que depuis de nombreuses années, la complexité administrative participe de la pauvreté : *« il faut faire valoir les droits des personnes. [...] De plus, les organismes ne travaillent pas ensemble et n'aident pas les gens à remplir les dossiers, ils les renvoient trop souvent au destinataire par manque de justifications, documents, etc. »*. Concernant les jeunes, Élodie Boyer, éducatrice de prévention, alerte sur la situation de certains, en particulier ceux qui arrêtent l'école jeunes et qui ne bénéficient pas d'un soutien familial. *« La plupart des jeunes, une fois qu'ils ont arrêté l'école s'ils n'ont pas la famille à côté, ils sont facilement dans des situations très compliquées »*, avec notamment des jeunes qui se retrouvent sans ressource (ni RSA) puisqu'ils ont moins de 25 ans. Elle évoque beaucoup de solitude et de déprime chez certains de ces jeunes Lorientais, qui se sentent un poids pour leur famille, également de la colère du côté des parents. Elle conclut : *« il y a une population qui est fatiguée, qui n'y croit plus trop »*. Laurence Gaubey, infirmière de la Protection Maternelle Infantile du centre-médico-social de Loriol accompagne de plus en plus de jeunes parents, en particulier des jeunes mères sans conjoint, qui se retrouvent en difficultés financières<sup>17</sup>.

<sup>16</sup> Cf. notamment : MRIE, 2014, Dossier « *pauvretés, précarités, exclusions* », partie 1 pages 15 et 16.

<sup>17</sup> Pour aller plus loin : ARML, Cereq, Mission Locale Rhône-Alpes, Odenore et Prao, 2014, « *Entre école et Mission Locale* ».

Certaines **explications locales** ont également été avancées. Tout d'abord, l'augmentation des factures d'énergie en lien direct avec la vétusté des logements en centre ancien est incriminée. Cécile Bourdel, directrice du Centre Communal d'Action Social (CCAS), explique que, trop souvent, les logements du centre ville sont gérés par des « *propriétaires indécents qui ont simplement blanchi les murs et rénové à moindre frais* ». Les logements sont qualifiés

« *C'est vrai qu'en hiver, parfois on a froid, la maison n'est pas très bien isolée* ».

Jeune femme vivant en centre-ville et rencontrée à la sortie CMS

d'inadaptés, d'indécents et de mal isolés dans le centre-ancien ; les factures d'énergie « *atteignent des sommes record* ». Ainsi, bien souvent, les locataires sont contraints de faire appel aux structures d'accueil et d'aides sociales afin de régler leurs factures. Dans son étude sur le mal logement dans la Drôme<sup>18</sup>, l'Adil et la Fondation Abbé Pierre évoquent le « *désenchantement : loyer attractif / charges énergétiques prohibitives* » ainsi que « *des relations propriétaires / locataires biaisées* » dans le parc privé. Ils constatent que la mobilisation contre l'habitat indigne est difficile, car elle se heurte souvent non seulement à l'absence d'initiative des locataires mais aussi à leur refus de voir intervenir des services sociaux comme le Centre d'Amélioration du Logement dans la Drôme (CALD). Élodie Boyer, éducatrice de prévention, précise que beaucoup de jeunes « *qui n'ont pas de situation* » deviennent locataires de ce type de logement et se retrouvent en situation de précarité en quelques mois. Des cas de saturnisme ont, en outre, été révélés par quelques familles accueillies par les Restos du Cœur, d'où des répercussions possibles sur la santé des habitants de ces logements.

La fermeture de nombreux commerces semble également impacter les ménages pauvres qui ne peuvent pas facilement se rendre au supermarché. En plus des lourdeurs administratives générales, les acteurs institutionnels évoquent également les conséquences de la faiblesse de présence institutionnelle sur Loriol. « *Loriol, c'est la ville des permanences* », confie un acteur. Et encore, les permanences administratives, sur Loriol, de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et des impôts se sont arrêtées. Et puis, bien entendu, la baisse des embauches accessibles aux Loriolais en situation de pauvreté (notamment saisonnières) est une autre cause avancée. Les difficultés d'accès à l'emploi sur le territoire seront détaillées par la suite (cf. p. 19).

La paupérisation de la commune peut également être entendue **sous l'effet de l'arrivée de populations pauvres**. Si cet effet n'a pas pu être objectivé par des données quantitatives, le ressenti des acteurs interrogés est toutefois intéressant à prendre en compte. Chrystel Ascensi du CCAS de Loriol raconte : « *oui, l'année dernière on a eu beaucoup de nouveaux arrivants [...] on disait que c'était comme dans la pub à la télé, on mettait le doigt sur la carte et ils arrivaient à Loriol, on ne sait pas pourquoi* ». Les acteurs évoquent des arrivées parfois importantes par le quartier de la Maladière. Après une brève installation sur la Maladière, beaucoup de ces nouveaux arrivants s'installent en centre-ville. « *Avant le centre-ville, c'était des gens de Loriol. Maintenant, les enfants ont construit, les parents sont partis. Depuis, les logements ont été rachetés par une population migrante, en particulier d'origine maghrébine* » confient les professionnelles du CCAS. Elles ajoutent que leur arrivée sur la commune de Loriol est soit justifiée par la présence « *d'une connaissance, d'un ami, d'un cousin, d'un beau-frère etc* » soit par le travail saisonnier. Ces personnes arrivent de communes alentours dont Valence et Montélimar comme cela a déjà été évoqué, mais les arrivées directes depuis un pays étranger sont fréquentes. Les pays du Maghreb sont fréquemment évoqués, ainsi que l'Espagne. Comme souvent dans les processus de migrations, le bouche-à-oreille dans ces pays d'origine semble expliquer une grande part des arrivées. Élodie Boyer, éducatrice de prévention a même évoqué le nom d'un village précis d'où proviennent bon nombre de nouveaux Loriolais. À noter que des mariages avec des « *jeunes filles vulnérables* » conduisant à des « *situations difficiles* » ont été évoqués à deux reprises.

En plus des effets de bouche-à-oreille, les atouts de la commune présentés précédemment expliquent également le choix d'une installation sur Loriol pour les populations en situation de fragilité économique. Les habitants interrogés au centre-médico-social et au CCAS ont fortement mis en avant deux aspects : la tranquillité et le travail (cf. encadré ci-après). Les qualificatifs retenus pour Loriol sont souvent positifs, la ville est qualifiée « *d'agréable* », de « *belle* », « *accueillante* », « *conviviale* », de « *tranquille* », en somme, une ville « *où il fait bon vivre* ».

<sup>18</sup> Adil et Fondation Abbé Pierre, 2013, « Figures du mal logement péri-urbain et rural dans la Drôme ».

## TRANCHES DE VIE ET REGARDS DE SES HABITANTS SUR LORIOI

*Nous reprenons ci-dessous le contenu d'échanges réalisés avec différents habitants rencontrés à la sortie du centre médico-social ou du CCAS de Loriol. Les échanges se sont concentrés sur le regard des habitants sur la ville de Loriol : que pensent-ils de leur commune ? Pourquoi sont-ils venus s'installer ici s'ils n'en sont pas originaires ? Le contenu de ces propos a, bien entendu, été anonymisé.*

### **Fatima : Loriolaise depuis 48 ans**

Fatima est d'origine maghrébine, elle vit à Loriol depuis 48 ans. Elle a quitté l'Algérie pour suivre son mari qui avait trouvé du travail. Désormais, ils vivent dans une petite maison à côté de la Maladière, le loyer y est raisonnable, comme pour l'ensemble de la ville estime-t-elle. Fatima trouve que Loriol est « *une belle ville qui n'a pas les problèmes des grandes villes comme la pollution, les nuisances sonores et la délinquance* ».

### **Romain et Manon : fraîchement arrivés de Crest**

Romain et Manon ont une petite fille de 3 ans. Cela fait une dizaine d'années qu'ils sont ensemble malgré leur jeune âge. Après avoir vécu toute sa vie à Crest, le jeune homme a trouvé un travail de plombier dans une petite structure de Loriol. Le couple décide donc de venir s'y installer. La famille vit désormais dans une petite maison à proximité de la Maladière. A Crest, ils vivaient dans un petit appartement composé d'une seule pièce. Ils se sentent « *bien* » dans ce nouveau logement et à Loriol : « *la ville est très agréable, les gens y sont accueillants, l'ambiance est très conviviale* ». Ils se sont tout de suite bien acclimatés à la commune qu'ils qualifient de « *superbe ville où il fait bon vivre* ». Seul bémol avancé : le manque d'infrastructures pour les jeunes.

### **Alice : originaire de Marseille, à Loriol depuis 5 ans**

Alice est originaire de Marseille. Elle vit à Loriol à côté d'Intermarché depuis 5 ans, seule avec ses 3 enfants. Alice est arrivée d'abord à Valence avec ses parents. Là, elle rencontre le père de ses enfants et ils décident ensemble de s'installer à Loriol. Son point de vue sur Loriol « *petite ville agréable, idéale pour élever ses enfants* ». Est-ce qu'il manque quelque chose à Loriol ? « *Pas grand-chose, il y a les petits parcs pour les enfants, peut être un peu plus de jeux, il n'y a que deux parcs à Loriol et l'un d'eux est toujours en plein soleil* ».

### **Anaïs : originaire de Livron, à Loriol depuis 2 ans**

Anaïs est une jeune femme d'une vingtaine d'années, enceinte. Elle est originaire de Livron et cela fait 2 ans maintenant qu'elle habite à Loriol. Elle est venue y vivre parce que son fiancé avait trouvé du travail ici et qu'ils cherchaient à changer de logement. Ils habitent ensemble au centre ancien. Elle trouve que le quartier est vétuste mais elle ne se plaint pas de ses conditions de vie : « *dans l'ensemble, nous ne sommes pas les moins bien lotis* ». En revanche, avec l'arrivée du bébé, ils aimeraient déménager et trouver un logement plus grand, qui offre de meilleures conditions. Anaïs trouve que Loriol est « *une petite ville tranquille* », elle ne voit aucun inconvénient à y passer le reste de sa vie. Elle considère que, par rapport à sa taille, Loriol ne manque de rien, sauf pour les jeunes : « *y'a vraiment rien à faire, on nous parle de cinéma, mais on ne va pas aller au cinéma tous les vendredis* ». En dehors de cela, elle est contente de ne pas vivre à Saint-Étienne comme son amie, elle préfère vivre ici, « *loin des problèmes liés aux grandes villes* ».

### **Naïma : résidente du quartier de la Maladière depuis 15 ans**

Naïma a une quarantaine d'années. Après son départ de Tunisie, elle est d'abord venue s'installer à Toulouse afin d'y poursuivre ses études. Par la suite, elle rencontre le père de ses enfants, lui aussi d'origine tunisienne. Après 3 ans à Valence, son mari trouve un travail à côté de Loriol. Ils habitent le quartier de la Maladière depuis 15 ans maintenant avec leurs 2 enfants. « *C'est un quartier où on se sent bien, on y retrouve une forte communauté tunisienne* », précise-t-elle. Ses enfants aussi s'y sentent bien, elle ne craint pas de les savoir dehors. Elle sait que tout le monde se connaît plus ou moins, et même s'il y a souvent quelques problèmes entre voisins, cela existe partout nous dit-elle et finalement, l'ambiance est plutôt familiale.

Jusque là mère au foyer, Naïma cherche un emploi sur Loriol car son mari ne travaille plus depuis quelques années. Ses déplacements sont très limités : elle n'a pas le permis, ce qui ne facilite pas sa recherche d'emploi. Du coup, toutes ses semaines se ressemblent. Ils se retrouvent entre voisins quasiment tous les soirs pour dîner ensemble. La journée, elle est soit chez elle soit chez sa voisine qui est aussi son amie.

Naïma trouve que Loriol est une petite ville où « *il fait bon vivre* ». Elle pense qu'il faudrait améliorer les infrastructures pour les jeunes et notamment les infrastructures sportives. Elle prend l'exemple du terrain de foot à proximité de la Maladière qui n'est pas en bon état, et qui ne permet pas aux jeunes d'en profiter.

*Extraits issus d'échanges avec des habitants interrogés au centre-médico-social ou au CCAS, juillet 2014.*

### 3. ZOOM SUR DES FACTEURS DE PRÉCARISATION ET DES INITIATIVES LOCALES MENÉES CONTRE LA PAUVRETÉ À LORIOLE

À partir du discours des acteurs interrogés, deux principaux freins au développement de Loriol ont été identifiés : la mobilité et la fragilité de l'emploi local. Ces freins font fortement écho à ceux repérés à Ambérieu et Saint-Rambert dans le Bugey<sup>19</sup>. À ces freins s'ajoutent les enjeux de logement déjà développés dans la partie précédente, en particulier dans le centre-ville.

#### Une mobilité entravée

Notre étude interroge les liens qui peuvent exister entre la mobilité, les spécificités territoriales d'une ville périurbaine comme Loriol et les personnes en situation de précarité. En effet, plusieurs études locales réalisées à Avignon, Lyon et Marseille ont mis en évidence les conséquences d'une précarité financière sur les déplacements des usagers<sup>20</sup>. Le manque de mobilité est donc régulièrement évoqué comme un facteur de précarisation. Il l'est plus encore dans les communes éloignées des grands pôles urbains, comme c'est le cas de Loriol.

#### Une mobilité « physique » très limitée sur un axe est/ouest

Aujourd'hui, il existe encore de grandes inégalités en matière de mobilité et plus précisément au niveau de l'offre de transport en commun sur le territoire. Force est de constater que les territoires autour de Valence et de la vallée du Rhône sont globalement bien desservis tandis que le canton de Loriol reste parfois difficilement accessible. En effet, malgré une implantation géographique au carrefour de Valence, Montélimar et Crest, les habitants ont des difficultés à se déplacer depuis Loriol. L'ensemble des personnes rencontrées se plaignent du manque de mobilité. Il existe malgré tout une gare SNCF sur la commune

qui, d'après Brigitte Duveau, chargée de la logistique et de la distribution de l'épicerie sociale de Loriol, « est plutôt bien desservie et permettrait à de nombreux habitants de se rendre au travail, au lycée ou au collège ». La gare est effectivement desservie plusieurs fois par jour par les lignes en direction de Lyon, Valence et Avignon. Il existe également un train qui part de Crest et qui arrive à Loriol au moins une fois par jour, en général en milieu de journée. En revanche, il est très difficile de partir de Loriol pour se rendre à Crest. Il n'existe qu'une liaison et elle s'effectue en fin d'après-midi. Toujours sur un axe nord/sud, il existe aussi une ligne de bus, la ligne numéro 30, qui relie Valence à Montélimar en passant par Loriol. Le bus dessert Loriol toutes les heures et demie en moyenne et permet de rejoindre les villes voisines de Clionsat ou Saulce-sur-Rhône ; mais aucun bus ne passe par Loriol après 20 heures.

Sur un axe est/ouest, le Département de la Drôme a mis en place, depuis quelques mois maintenant, une seconde ligne de bus, la ligne numéro 26, qui passe par Loriol et qui relie Portes-Lès-Valence à Crest. En direction de Portes-Lès-Valence, il y a un bus en moyenne toutes les heures et demie entre 8h15 et 18h35. En revanche, en direction de Crest, le bus ne fait que deux arrêts à Loriol : le premier à 7h20 et le second à 18h29. Il est donc très difficile de se déplacer sur un axe est/ouest en transport en commun. Certains territoires à l'est sont parfois inaccessibles et la voiture reste encore le moyen privilégié des habitants pour s'y rendre.

« Le vrai problème à Loriol, c'est le manque d'infrastructures pour se déplacer. Quand on n'a pas le permis comme moi, c'est très difficile de se déplacer. En ce moment, c'est un vrai obstacle à ma recherche d'emploi ».

Témoignage d'une habitante de Loriol rencontrée à la sortie du CMS.



Arrêt de bus - ligne 26  
Loriol centre

<sup>19</sup> MRE, 2014, « Quelle(s) pauvreté(s) dans les territoires périurbains ? Focale territoriale sur deux communes situées en espace « périurbain lointain » : Ambérieu-en-Bugey et Saint-Rambert-en-Bugey ».

<sup>20</sup> Auxilia, 2013, « Mobilité, insertion et accès à l'emploi – Constat et perspective ».

Paradoxalement, la géographie administrative n'est pas nécessairement pensée sur un axe nord/sud. C'est le cas par exemple de l'organisation géographique de Pôle Emploi : les Loriolais dépendent de l'antenne de Crest pour leurs démarches de recherche d'emploi. Amandine Villard, adjointe territoriale d'insertion pour le Conseil Général de la Drôme sur le canton de Loriol expose « *en termes d'emplois, ils se tournent vers Valence ou Montélimar mais l'organisation administrative pose question car elle n'est pas aidante de ce point de vue* ». La Communauté de Communes du Val de Drôme (CCVD) s'étend, elle aussi, de l'est à l'ouest ; elle n'est pas construite en fonction des axes de transports et des flux de population. Les équipements pensés pour plusieurs communes de la CCVD ne sont donc pas aisément accessibles à tous.

Conclusion : il est préférable de posséder une voiture quand on habite Loriol, ce qui accroît de fait les difficultés de ceux qui vivent une situation de pauvreté. Et cette difficile mobilité n'est pas sans répercussion, en particulier sur l'accès à l'emploi. D'après Régis Manceaux, responsable du centre cantonal des Restos du cœur, le principal frein à l'accès à l'emploi est la mobilité : « *il faut une voiture, sinon on est contraint d'aller travailler à pied ou alors de ne pas trop s'éloigner. Le peu de transports publics qui existe sur le territoire ne dessert pas les zones industrielles. De plus, la fréquence des transports publics n'est pas du tout adaptée au rythme salarial (les trois-huit)* ». Le diagnostic social de la Communauté de communes du Val de Drôme confirme ce constat « *pas d'emploi sans voiture* » et évoque une voiture « *quasiment incontournable* » pour se rendre au travail sur le territoire<sup>21</sup>.

### Des freins « psychologiques » à la mobilité ?

Outre le manque de mobilité physique, les professionnels rencontrés identifient des freins « psychologiques » à la mobilité. Ils constatent que de nombreux habitants en situation de pauvreté ont du mal à envisager de quitter la commune. Cela semble être le cas de beaucoup de jeunes. Ce frein est important dans l'accompagnement des jeunes inscrits à la Mission Locale : « *les jeunes se sentent bien ici, ils n'ont pas spécialement le désir de s'en aller. Il s'agit d'un manque de mobilité psychologique. 80% des jeunes souhaitent trouver un travail sur Loriol ou Livron [...] Il y a un vrai manque de curiosité chez les jeunes* », précise la conseillère en Mission Locale. Pour autant, ce frein peut être interprété différemment. En effet, ce manque de curiosité est parfois analysé comme un comportement rationnel, en particulier chez les jeunes qui, conscients de la réalité du marché du travail, ne jugent pas avantageux de quitter les sécurités qu'ils ont acquises sur leur territoire (logement, relations familiales et sociales, etc.).

Ce constat d'un fort attachement au territoire est partagé par d'autres professionnels. Et, malgré ce fort attachement au territoire, les acteurs font état d'une population qui méconnaît les spécificités de son territoire, en particulier l'arboriculture. Tous insistent sur l'intérêt de développer la curiosité de la population, pour leur ouvrir davantage d'opportunités et leur donner envie de découvrir ce qu'il y a à l'extérieur de la commune.

D'autant que, en partie du fait de sa taille, la commune ne dispose pas d'importants équipements, en particulier pour les enfants et les jeunes, comme cela a été soulevé par plusieurs habitants (cf. encadré p. 16). La commune dispose d'une médiathèque, d'un cinéma et d'une piscine, mais certains acteurs interrogés ont fait part d'un manque vis-à-vis des espaces récréatifs extérieurs : « *parcs, chemins de balade* » ; les quelques jeunes rencontrés le confirment.

Ce frein « psychologique » à la mobilité est donc d'autant plus dommageable.

« *Les gens ont beaucoup de mal à bouger. Les Loriolais en souffrent énormément au point où il y a des familles qui sont présentes sur le secteur depuis des générations et qui ne connaissent pas leur territoire : ils disent qu'il n'y a rien à faire* ».

Professionnelles du centre-médico-social de Loriol

<sup>21</sup> Vizget études pour la CCVD, 2014, « Analyse des besoins sociaux – Communauté de communes du Val de Drôme ».

## Mutation économique

Aujourd'hui, vivre dans des territoires périurbains pose la question de l'accès à l'emploi. L'éloignement des grands pôles urbains est souvent synonyme d'éloignement du bassin d'emploi. Cette distance à l'emploi renvoie ainsi aux problématiques de mobilité ci-dessus. De plus, la structuration de l'économie locale a subi de profonds bouleversements ces dernières années, en particulier autour de Loriol.

« Quand j'étais petite, la grande rue ce n'était que des commerces et aujourd'hui, il n'y a plus rien ».

Brigitte Duveau,  
CCAS de Loriol

### Une situation économique dégradée

Le département de la Drôme connaît une situation économique défavorable depuis de nombreuses années. Au niveau régional, la Drôme et l'Ardèche apparaissent systématiquement surexposées à la pauvreté, quelque soit l'indicateur d'étude. Et, depuis le début de la crise, la situation s'aggrave<sup>22</sup>. La ville de Loriol ne déroge pas à la règle départementale. Sur Loriol, le chômage est passé de 13,9 % en 2006 à 15,1 % en 2011<sup>23</sup>. L'analyse des besoins sociaux de la Communauté de communes du Val de Drôme (CCVD) ajoute que le taux d'activité des 25-54 ans est bien inférieur à la moyenne du territoire sur Loriol et que c'est sur cette commune que la CCVD enregistre l'un des plus forts taux de chômage<sup>24</sup>.

Comme le confirment les statistiques des emplois par secteur d'activité, deux d'entre eux sont considérés actuellement comme d'importants pourvoyeurs d'emploi à Loriol : l'agriculture et l'industrie (notamment plasturgie et chimie). Anne Courtier ajoute le secteur des services à la personne comme potentiellement accessibles aux jeunes.

### Emplois par secteur d'activité

	Loriol	Drôme	Rhône-Alpes
Agriculture	<b>5,3 %</b>	4,6 %	1,9 %
Industrie	<b>22,1 %</b>	18,8 %	17,3 %
Construction	5,8 %	8,0 %	7,4 %
Commerces, transports, services divers	45,5 %	40,9 %	44,7 %
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	21,3 %	27,7 %	28,7 %

Source : Insee RP2011 pour Loriol, RP 2009 pour Drôme et Rhône-Alpes

Loriol est effectivement une commune fortement marquée par **l'arboriculture**, et notamment par la présence d'anciennes familles d'arboriculteurs installées sur la commune depuis plusieurs générations. Certaines de ces familles sont actives dans la gestion de la ville : 5 des 29 conseillers municipaux,



Champ d'abricotiers à Loriol  
Photo prise le 18 juillet 2014

dont le Maire, sont des (anciens) arboriculteurs. L'agriculture est très certainement le secteur le plus important sur le territoire et reste aujourd'hui un moteur de l'économie locale. Mais depuis quelques années, le secteur subit quelques difficultés.

En effet, d'après le 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Loriol, Pierre Lespets, il y aurait entre 500 et 1000 saisonniers sur Loriol chaque année ; soit 10 fois moins qu'auparavant. La diminution de l'activité saisonnière s'explique par le fait que de nombreux arboriculteurs ont fait le choix de raser leurs parcelles et de les vendre, ou de se lancer dans une activité céréalière. « Près de 80 % des arbres ont été coupés au profit des céréales car plus facile à

<sup>22</sup> MRIE, 2014, Dossier « pauvretés, précarités, exclusions », partie 1.

<sup>23</sup> Chômage au sens du recensement, Insee, RP 2006 et RP 2011.

<sup>24</sup> Vigzet études pour la CCVD, 2014, « Analyse des besoins sociaux – Communauté de communes du Val de Drôme ».

*entretenir*», explique Monsieur Lespets. Certains sembleraient même s'être délocalisés au Maghreb, d'après un autre professionnel ; les migrations avec le Maghreb semblent ainsi fonctionner dans les deux sens. Monsieur Moulin, épicier du centre ville précise : *« la situation de l'emploi est catastrophique dans le secteur : il n'y a quasiment pas d'emplois sauf peut-être ceux liés aux saisons. Or, il y en a beaucoup moins qu'avant et aujourd'hui, il faut faire face à tous ceux qui viennent d'ailleurs, de parfois très loin pour travailler. Beaucoup de Lorientais sont donc laissés sur le carreau »*.

*« Il faut considérer que cette main-d'œuvre a vraiment l'habitude de travailler difficilement pour finalement être payée très peu. C'est donc normal qu'ils soient satisfaits et contents du travail qui leur est proposé ».*

Pierre Lespets, 1<sup>er</sup> adjoint au maire

Et effectivement, la deuxième difficulté majeure du secteur de l'arboriculture pour les Lorientais est que des saisonniers étrangers font de plus en plus concurrence aux locaux. L'arboriculture a été touchée par l'arrivée massive de populations venues des pays de l'Est de l'Europe, du Maghreb ou d'Espagne, qui travaillent à moindre coût. Les saisonniers semblent venir de plus en plus loin. En effet, aujourd'hui, il y a une recrudescence de travailleurs originaires d'Amérique du Sud et plus précisément d'Équatoriens. Lui-même exploitant agricole, Monsieur Lespets n'emploie que des « locaux », mais en revanche il comprend parfaitement que certains puissent préférer cette main-d'œuvre : *« ils sont plus robustes, ils travaillent plus vite et mieux, ils ne se plaignent pas et ils coûtent moins cher »*. Cette main-d'œuvre, venue spécialement d'Équateur pour travailler pendant les saisons, dans le cadre d'un contrat étatique, est payée 7 € de l'heure.

En outre, l'accueil des saisonniers est problématique : il n'existe aucune réponse structurée. D'après le CCAS, ces personnes sont nombreuses à cohabiter dans un même logement. Certains arrivent avec leur camion et restent dans les champs où ils vivent pendant toute la période estivale. Pour autant, il a très rarement été question de difficultés spécifiques pour les saisonniers, leur situation semble parfaitement invisible, et n'impacte pas la commune.

En ce qui concerne **l'industrie**, l'Observatoire Social de Lyon indique : *« le territoire, dans les années 1980 / 1990 a subi une mutation profonde et traumatisante. Les grandes industries sont parties les unes après les autres, jusqu'à la fermeture récente du Clos d'Aguson dans les Baronnie. Ces fermetures ont signifié "la fin de l'emploi facile" et peu qualifié sur le territoire. L'emploi, depuis ce temps se fait rare et le "besoin de se prendre en main" plus prégnant. Localement, la structure des entreprises est un indicateur qui est lu comme une difficulté à penser le développement du territoire : le taux de très petites entreprises serait de 97 %, dont 95 % à une personne »*.<sup>25</sup> Par ailleurs, nos interlocuteurs interpellent sur le fait que, au-delà du manque d'emploi, les « locaux », qui plus est ceux qui connaissent des situations de pauvreté, n'ont pas les qualifications requises pour travailler dans les entreprises du secteur.

### Des démarches d'accès à l'emploi difficiles

Quant à l'accès à l'emploi, sur un plan administratif, les choses ne sont pas simples : Lorient dépend de l'antenne de Crest. Qui plus est, le Pôle Emploi de Crest reçoit sur rendez-vous, ce qui, ajouté aux difficultés de transport entre les deux communes ne facilite pas les démarches. Globalement, le diagnostic social de la Communauté de communes du Val de Drôme (CCVD) confirme : *« le territoire de la CCVD est peu couvert par les structures d'aide à l'insertion professionnelle. La plupart des structures accessibles aux habitants de la CCVD sont situées à Crest »*.<sup>26</sup> Cela a donc des répercussions sur le travail du CCAS, qui accompagne de plus en plus les particuliers dans leurs démarches administratives, jusqu'à prendre en charge l'actualisation de Pôle Emploi.

### Quelques initiatives locales face à la pauvreté

Quelles réponses locales aux phénomènes de pauvreté constatés sur la commune ? Comme tout territoire, la commune dispose de différents outils et acteurs qui œuvrent sur le territoire, professionnels, élus ou bénévoles, du champ social ou non. L'objectif de ce travail n'est pas de faire une liste exhaustive des actions menées sur le territoire en direction des populations pauvres. Nous tenterons ici davantage de mettre en évidence les acteurs et actions qui, à la lumière des différents

<sup>25</sup> Observatoire Social de Lyon, « Analyse des causes structurelles de la précarité en Drôme », septembre 2010.

<sup>26</sup> Vizget études pour la CCVD, 2014, « Analyse des besoins sociaux – Communauté de communes du Val de Drôme ».

entretiens menés sur Loriol, nous apparaissent comme des leviers existants ou à inventer sur le territoire.

Globalement, le diagnostic social de la Communauté de communes du Val de Drôme (CCVD) alerte sur la faiblesse de l'offre de réponses aux situations de pauvreté, en particulier vis-à-vis des enfants, et sur la difficulté à identifier les besoins d'une population pauvre « invisible » : *« la CCVD se caractérise par le faible nombre de situations de grande précarité mais par l'émergence de formes de pauvreté moins visibles, non prises en charge par les services sociaux traditionnels, pouvant se traduire par de l'isolement, par l'absence de propositions culturelles et de loisirs envers les enfants, et enfin par des situations d'échec scolaire, de mal-être, de ruptures... L'offre est peu nombreuse, et repose principalement sur les associations et le bénévolat. En particulier, les actions de soutien à la parentalité restent limitées et les possibilités de repérer les familles concernées sont faibles ».*

### **Un CCAS et un centre médico-social qui tentent de pallier le manque de structures institutionnelles sur la commune**

Dans les réponses « sociales » apportées localement, un premier élément nous est apparu comme spécifique à Loriol : la taille et le fonctionnement du CCAS. Le CCAS de Loriol est constitué de 5 salariés, ce qui est relativement important au regard de la taille de la commune. Ce dernier propose, comme tout CCAS, des aides financières. Sont également proposés les services d'une épicerie sociale ouverte le vendredi matin sur rendez-vous. Pour en bénéficier, la personne doit être en rupture de droits ou dans une situation « grave » qui déstabilise fortement son budget. En outre, elle ne doit pas bénéficier du soutien des Restos du Cœur. Les usagers bénéficiaires de ce service paient à hauteur de 10 % leurs achats ; toutefois en cas de reste pour vivre négatif, aucune participation n'est demandée.

Mais là n'est pas la spécificité du CCAS. C'est dans son fonctionnement global qu'il nous est apparu atypique : le CCAS sert de relais des administrations publiques pour les habitants de Loriol. Dans sa présentation, Cécile Bourdel, responsable du service, commence par présenter le CCAS sous son aspect soutien administratif. Souvent, les personnes aidées sont en situation de rupture de droit. Le CCAS propose donc un accompagnement administratif et ce, depuis la création du service : *« la première adjointe était une assistante sociale et son souhait, ce n'était pas simplement d'aider les gens, mais de comprendre d'où venaient leurs difficultés. Donc plutôt que de donner des bons alimentaires toutes les semaines pendant des mois, elle disait qu'il fallait chercher pourquoi ils n'avaient plus rien, ainsi le CCAS a commencé à aider les gens sur le plan administratif ».* Et de fait, le CCAS est bien connu de tous pour cela ; habitants et professionnels ont plusieurs fois fait référence à l'appui conséquent apporté par ce service, dans une ville qui, de surcroît, souffre d'une insuffisance de présence de structures institutionnelles.

Outre le CCAS, le centre-médico-social (CMS) est également présent au quotidien sur le territoire. En contact régulier avec le CCAS, les professionnels du CMS de Loriol interviennent dans le domaine de l'action sociale, de la santé, de l'éducatif ou encore de la protection de l'enfance. Des permanences sont assurées par une équipe pluri-professionnelle afin d'accueillir, d'écouter et orienter le public reçu et d'assurer le suivi des allocataires du RSA.

### **Une location de mobylettes pour favoriser la mobilité**

Pour répondre aux difficultés de mobilité, « Mobilité 07-26 », une association localisée au Teil propose la location de mobylettes. À Loriol, c'est le CCAS qui gère les locations. Le CCAS étudie les dossiers et accorde, ou pas, la location. En général, ce sont des prescripteurs (Mission Locale, Pôle emploi etc.) qui envoient les dossiers. Afin de pouvoir louer un véhicule, il faut soit être en recherche d'emploi, soit bénéficiaire du RSA. Pour les jeunes, il faut être titulaire au moins du brevet de sécurité routière. Christine Tracol, responsable de ce service, explique que la plupart du temps, il s'agit d'un public jeune, âgé de 18 à 25 ans, souvent en intérim, formation, ou recherche d'un premier emploi. Elle conclut : *« la location permet d'accéder à l'emploi et donc, potentiellement, à l'achat d'un véhicule personnel ».*

### **Des entreprises ouvertes au « dialogue social »**

Sur le territoire, nous avons pu sentir une certaine proximité des acteurs « sociaux » avec les employeurs, notamment les entreprises. Anne Courtier de la Mission Locale évoque un « *bon accueil en entreprise* ». Elle explique que la Mission Locale travaille avec un important réseau d'entreprises et que cela facilite l'insertion des jeunes : *« il y a une bonne dynamique globale ».* Le travail des

éducateurs de prévention est complémentaire de l'action de la Mission Locale et les chantiers d'insertion présents sur le territoire sont une bonne entrée en matière pour les jeunes. Amandine Villard, adjointe territoriale d'insertion pour le Département de la Drôme précise que les chantiers d'insertion sont relativement bien implantés sur le territoire Vallée de la Drôme et couvrent divers domaines d'activité : environnement, cuisine, maçonnerie, patrimoine, etc. Seul bémol : Comme les chantiers sont organisés par territoires, les prescripteurs ont accès aux offres de postes du territoire Vallée de la Drôme, mais beaucoup plus difficilement (voire pas du tout) aux offres de postes en chantier sur les autres territoires (Valence par exemple). Par conséquent, il est très rare que des Loriolais accèdent à un chantier sur Valence.

Les interactions ne semblent pas s'opérer uniquement des acteurs sociaux vers les entreprises. C'est ce qui a pu être mis en évidence dans l'action de formation mise en place par l'entreprise CJ-Plast en direction des jeunes (cf. encadré ci-dessous) ; action relayée par le responsable des Restos du Cœur anciennement co-gérant de l'entreprise.

### Une formation pensée par des employeurs de la plasturgie pour des jeunes

Après son arrivée à Loriol en 1994, Régis Manceaux s'associe avec Jacky Collignon afin de créer une société industrielle : CJ Plast<sup>27</sup>. Jacky Collignon propose alors à son associé d'engager une collaboration avec la Mairie, un syndicat de plasturgie et la Mission locale afin de créer une formation à destination des jeunes. Une formation théorique est dispensée par un professeur de Centre de Formation d'Apprentis (CFA) et toutes les entreprises de plasturgie à proximité de Loriol prennent en stage les apprentis pendant une durée d'un mois et demi, avant de les embaucher. Ce sont les entreprises, en collaboration avec les Missions Locales, qui financent cette formation. Celle-ci, créée en 2000, fonctionne sur le principe de la libre adhésion : les jeunes viennent s'inscrire d'eux-mêmes. L'entreprise accueille une quinzaine de jeunes qui désirent être formés pour une durée de 6 mois. A l'issue de ces 6 mois, ils sont globalement aptes à entrer dans le monde du travail. Malgré son succès, la formation s'arrête en 2008. Elle aura duré 8 ans et permis à près de 200 jeunes d'être formés. Ce choix d'arrêter la formation est dû au départ de ses initiateurs et à la crise économique qui rendait difficile l'embauche des jeunes à l'issue de la formation.

*Éléments recueillis auprès des dirigeants de l'entreprise CJ-Plast*

### Pour un mieux-être : un accès à la culture et des actions collectives

À la question « *qu'est-ce qui pourrait être envisagé localement pour venir en aide aux ménages pauvres ?* », des professionnels ont fait part de leurs attentes vis-à-vis de la culture. « *Ce que l'on peut déplorer c'est quand même le manque d'activités culturelles, l'absence d'évènement* » commence un acteur de l'insertion, « *il faudrait développer l'intérêt des jeunes, voire des enfants pour la culture. De plus, ces jeunes souffrent d'une méconnaissance de leur territoire* ». La Mission Locale a adhéré à une association Culture du Cœur qui donne accès gratuitement à de nombreux dispositifs culturels. Mais cette opération n'a pas connu le succès escompté. Et pourtant, les professionnels de la Mission Locale pensent que : « *l'accès à la culture est très important dans le sens où cela est dynamisant, cela peut permettre de trouver un emploi plus facilement. La culture permet la curiosité, elle contribue à l'ouverture d'esprit* ».



Centre social « Mosaïque » à Loriol  
Photo prise le 23 juin 2014

*« Il faut recréer du lien entre les personnes. Que les actions collectives telles qu'elles ont pu être développées au Canada ou dans les pays de l'Est le soient ici aussi [...] ça remettrait les gens dans une dynamique de recherche d'emploi »*

Anne Coulet,  
du centre-médico-social de Loriol

de nombreux dispositifs culturels. Mais cette opération n'a pas connu le succès escompté. Et pourtant, les professionnels de la Mission Locale pensent que : « *l'accès à la culture est très important dans le sens où cela est dynamisant, cela peut permettre de trouver un emploi plus facilement. La culture permet la curiosité, elle contribue à l'ouverture d'esprit* ».

Les professionnelles du centre-médico-social (CMS) reviennent sur ce manque d'ouvertures culturelles sur Loriol. Elles aspirent également à davantage développer les actions collectives entre bénéficiaires du RSA notamment pour créer du lien, revaloriser, redonner confiance en soi, en somme redynamiser les personnes et le territoire dans son ensemble. Aussi, le CMS a mis en place une action collective autour de la culture,

<sup>27</sup> CJ Plast : Entreprise de plasturgie créée par Régis Manceaux et Jacky Collignon

de la bande dessinée plus exactement. L'histoire et le fonctionnement de ce dispositif sont présentés ci-dessous.

### La culture comme alternative au repli sur soi : l'exemple d'une action imaginée autour de la Bande Dessinée

À travers leur métier, les assistantes sociales rencontrent beaucoup de personnes en situation de précarité. Ces personnes sont souvent acculées par les obstacles qui se présentent à elles, certaines souffrent d'un réel manque de confiance en elles. Lors de la signature du contrat d'engagement réciproque, Anne Coulet, assistante sociale au centre-médico-social de Loriol constate que beaucoup de bénéficiaires « *trainent les pieds* », ne savent pas sur quoi se concentrer, en somme, ont besoin de renouveau.

Une rencontre est déterminante : celle avec un jeune qui rêve de faire de la BD mais semble prêt à abandonner ses études. Anne Coulet a une idée : provoquer la rencontre entre ce jeune, intéressé par la BD et le dessin, et un scénariste habitant une commune à proximité. La première rencontre est un succès : après plus d'une heure d'échanges, le scénariste réussit à redonner au jeune la volonté et la confiance nécessaire pour poursuivre ses études : « *il est resté plus d'une heure et demie avec le jeune et le jeune, il est reparti hyper heureux avec sa BD contre lui et là au niveau scolaire il a eu un déclic et il a avancé* ».

A la suite de ce succès, Anne Coulet décide de monter une action collective qui permet la rencontre d'un scénariste de BD et d'un story-boarder de cinéma avec une douzaine de bénéficiaires du RSA. Elle décide de mettre en place des modules où les bénéficiaires du RSA travaillent avec les scénaristes à l'écriture d'une bande dessinée de 4 pages. Les séances ont lieu tous les vendredis matins pendant sept semaines. Cette démarche rencontre un « *franc succès* ». L'objectif de permettre aux bénéficiaires du RSA de reprendre confiance en eux est grandement atteint : « *ça n'a pas mal fonctionné puisqu'il y a eu un taux de présence impressionnant et les retours c'est que tous, ils ont repris confiance en eux, ne serait-ce que dans la communication, dans le lien avec les autres* ». Une bande dessinée, fruit de leur travail, devrait voir le jour d'ici quelques mois.

**Contact : Anne COULET, Assistante sociale au centre-médico-social de Loriol**

### La Maladière : un quartier « oublié » ?

Qu'en est-il sur le quartier de la Maladière ? L'implantation géographique éloignée du centre-bourg conjuguée à l'absence d'acteurs institutionnels mais aussi associatifs sur le quartier apparaissent comme des handicaps majeurs.

Tous les acteurs institutionnels nous ont fait part de leur manque de visibilité sur la Maladière, certains regrettent l'absence de présence physique de leur structure au sein même du quartier. Celui-ci donne parfois l'impression d'être un peu « *l'oublié* » de la commune, un territoire potentiellement perçu comme menaçant, parce que point de chute de nombreux nouveaux habitants en situation de précarité. Hormis une initiative d'habitants, aucune activité n'est proposée sur place et aucun acteur institutionnel ne propose de permanence sur le quartier. Des acteurs ont évoqué des squats dans un des bâtiments du quartier et des enfants parfois livrés à eux-mêmes le week-end ou pendant les vacances scolaires.

« *Il faudrait être plus en contact avec les familles et créer des permanences dans le quartier de la Maladière, notamment proposer plus d'aide à la parentalité. Il faudrait aller à la rencontre des familles* »

Cécile Bourdel, CCAS de Loriol

### Des habitants de la Maladière qui « se bougent »

En dehors des habitations, le quartier dispose d'un local d'agents de proximité de Drôme Aménagement Habitat, d'une animation de jardinage proposée ponctuellement en bas des immeubles, et d'une salle gérée par des associations successives (la salle de la Colombe). Les agents de proximité sont présents tous les jours de la semaine dans un local situé au rez-de-chaussée d'un bâtiment. Ils sont à la disposition des habitants du quartier à certains horaires de permanence. Les agents de proximité ont pour missions principales d'accueillir les nouveaux arrivants, de faire circuler l'information dans le quartier, de fluidifier les relations de voisinage, d'apporter des informations dans divers domaines (soins, droits sociaux, culture, etc.) et de veiller à la maintenance des bâtis.

C'est l'association « Nouvelle génération » qui occupe la salle de la Colombe depuis 6 mois maintenant. Elle est gérée par trois habitants du quartier. Son objectif premier : « *accompagner les parents dans l'éducation des enfants* ». L'association ne bénéficie d'aucun financement, confie Monsieur Traya, le Président de l'association. Aussi, pour le moment, les bénévoles de l'association s'attachent simplement à rappeler les règles de politesse aux jeunes. La salle reste ouverte à tous, Monsieur Traya explique : « *on peut s'y retrouver, regarder la télé, jouer aux cartes, etc. Le samedi et le dimanche, les adultes s'y retrouvent pour prendre un thé, un café autour d'un jeu de cartes, tandis*

que les enfants, eux, ne répondent pas présents aux invitations du mercredi. [...] L'alcool et la cigarette ne sont pas autorisés [...] Le mercredi, des réunions sont aussi organisées avec les parents pour discuter des difficultés que peuvent rencontrer les enfants, mais les parents qui se déplacent sont rares ». Les bénévoles sont très préoccupés par le manque d'activités pour les jeunes et les débordements de comportements générés. Jusqu'à présent, toutes les associations qui ont pris en charge la salle de la Colombe ont fermé prématurément. L'association espère pouvoir bénéficier d'un soutien institutionnel pour prolonger son action, mais les responsables ne sont pas coutumiers des procédures administratives nécessaires.

### Un éco-quartier pour plus de mixité sociale ?

De son côté, la Mairie en partenariat avec Drôme Aménagement Habitat (bailleur social) envisage la réhabilitation du quartier. En parallèle et en partenariat avec la Communauté de Commune du Val de Drôme (CCVD), un projet de construction d'un éco-quartier jouxtant la Maladière se met en place. La plaquette de présentation de ce nouvel ensemble nommé « SERINGA » vante les mérites de ce futur lieu de vie qui n'a pas encore vu le jour : « à proximité immédiate du centre ville et de nombreux équipements (crèche, école, gare SNCF, médecin, complexe sportif, cinéma...), ce sont deux cents logements qui vont prochainement sortir de terre. Une crèche, des jardins potagers, un parc public, une résidence seniors, des logements pour les primo-accédants, les jeunes actifs ou encore les seniors, l'éco-quartier sera un lieu de mixité où l'éco-construction sera privilégiée. [...] Ce quartier qui se dessine a l'ambition d'être exemplaire. Il doit permettre la venue de nouvelles familles ». Concrètement, le projet prévoit la démolition de certains immeubles et l'installation de nouveaux bâtis au cœur même du quartier actuel. Madame Vareille du service d'urbanisme de Loriol précise que la rénovation des anciens bâtiments du quartier s'achèvera d'ici deux à trois ans mais que l'éco-quartier sera construit petit à petit sur les 10 prochaines années. Ce projet est globalement soutenu par les acteurs que nous avons rencontrés. La plupart pensent que ce projet permettra une meilleure mixité sociale sur la commune et qu'il luttera contre l'image négative de la Maladière. D'autres sont un peu plus réservés, en particulier sur l'amélioration de la mixité sociale. Comme cela a été constaté de nombreuses fois dans le cadre de rénovations urbaines, le risque, pour les familles les plus en précarité, est d'être relogé temporairement sans pouvoir réintégrer le quartier une fois rénové, en partie du fait de l'augmentation des loyers.



Panneau publicitaire pour l'éco-quartier à la Maladière  
Photo prise le 03 juillet 2014

**Éditeur : LA MISSION REGIONALE D'INFORMATION SUR L'EXCLUSION  
ASSOCIATION LOI 1901  
14 RUE PASSET – 69007 LYON**

**Directrice de la publication :**  
**ANNAÏG ABJEAN, DIRECTRICE**

**Étude coordonnée par :**  
**FLORA PERRIER, CHARGÉE DE MISSION**  
**FIRAS TANNOUS, STAGIAIRE EN MASTER 2 D'INGÉNIERIE DU DÉVELOPPEMENT  
TERRITORIAL A L'INSTITUT DE GÉOGRAPHIE ALPINE DE L'UNIVERSITE JOSEPH FOURIER DE  
GRENOBLE**

**Avec la participation de :**

Nadia ABDALLAOUI, centre-médico-social de Loriol  
Chrystel ASCENSI, Centre Communal Action Sociale de Loriol  
Émilie BILLARD, Communauté de communes du Val de Drôme  
Christelle BLANC, Centre Communal Action Sociale de Loriol  
Cécile BOURDEL, Centre Communal Action Sociale de Loriol  
Elodie BOYER, Mairie de Loriol  
Olivier CHEVAL, Mairie de Loriol  
Séverine COUDOUR, centre-médico-social de Loriol  
Anne COULET, centre-médico-social de Loriol  
Anne COURTIER, Mission Locale de la Vallée de la Drôme  
Yvette DILLE, Mairie de Loriol  
Brigitte DUVEAU, Centre Communal Action Sociale de Loriol  
Laurence GAUBEY, centre-médico-social de Loriol  
Pierre LESPETS, Mairie de Loriol  
Régis MANCEAUX, Restos du Cœur  
Renée MARLHENS, Collège Daniel Faucher de Loriol  
Lisa MALVALDI, centre-médico-social de Loriol  
M. MOULIN, épicerie de Loriol  
Christine TRACOL, Centre Communal Action Sociale de Loriol  
M. TRAYA, association « Nouvelle Génération »  
Amandine VILLARD, Département de la Drôme

Alice, commune de Loriol  
Anaïs, commune de Loriol  
Fatima, commune de Loriol  
Naïma, commune de Loriol  
Romain et Manon, commune de Loriol

*Nous remercions également toutes les personnes rencontrées aux cours d'échanges informels dans le cadre de notre étude et qui ont bien voulu répondre à nos questions.*

**CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES FIRAS TANNOUS – VILLE DE LORIOI-SUR-DRÔME  
CONCEPTION GRAPHIQUE : NICOLE AYED  
DATE DE PARUTION : OCTOBRE 2014**



14 rue Passet

69007 LYON

Tél. 04 37 65 01 93

Fax 04 37 65 01 94

[mrie@mrie.org](mailto:mrie@mrie.org)